

JCDecaux

Rapport financier semestriel 2017

27 juillet 2017

Table des matières

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2017	3
Communiqué financier des résultats du 1 ^{er} semestre 2017.....	3
Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2017	9
Perspectives.....	11
Transactions avec les parties liées	12
Facteurs de risques	13
Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2017	15
Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	15
Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.....	20
Rapport des Commissaires aux Comptes	26
Attestation de la personne responsable du rapport semestriel	28

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2017

COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2017

- **Chiffre d'affaires ajusté en hausse de +1,5 % à 1 641,4 millions d'euros**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de +0,4 %, avec un 2^{ème} trimestre en accélération (+1,5 %)**
- **Marge opérationnelle ajustée de 255,0 millions d'euros, en baisse de -3,6 %**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 115,1 millions d'euros, en baisse de -4,5 %**
- **Résultat net part du Groupe de 74,1 millions d'euros, en baisse de -7,8 %**
- **Cash-flow disponible ajusté de 30,1 millions d'euros, en baisse de -69,4 %**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté attendue autour de +3 % au 3^{ème} trimestre 2017**

Paris, le 27 juillet 2017 – JCDecaux SA (Euronext Paris: DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2017.

A la suite de l'application de la norme IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint. Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en pages 6 et 7 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2017, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Notre chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2017 de 1 641,4 millions d'euros, en hausse de +1,5 % en croissance publiée et de +0,4 % en base organique, a été porté par un deuxième trimestre meilleur qu'attendu avec une croissance organique de +1,5 % reflétant un solide mois de juin avec une amélioration de nos activités chinoises. La bonne performance du Mobilier Urbain est principalement liée à une très forte croissance de notre chiffre d'affaires digital provenant de la digitalisation en cours de nos actifs premium de Mobilier Urbain à travers le monde, dont Londres et New York, alors que notre segment Transport est quasiment stable en raison de l'impact négatif de la baisse du chiffre d'affaires en Chine (incluant Hong Kong et Macao) et dans le Reste du Monde. Notre segment Affichage a reculé malgré une bonne performance de nos grands formats digitaux, reflétant le manque de consolidation du marché du Grand Format en Europe. Notre chiffre d'affaires digital, qui représente désormais 15,6 % de notre chiffre d'affaires total, a continué à croître fortement, ce qui a conduit à des gains de parts de marché, en particulier au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Comme attendu, notre marge opérationnelle de Mobilier Urbain a augmenté de +100pb à 23,4 % grâce à la forte croissance du chiffre d'affaires digital de notre contrat d'abribus à Londres, où nous exploitons désormais près de 700 écrans 84 pouces et à l'impact positif du redressement en cours de CEMUSA. Cependant, la marge opérationnelle totale a décliné de -90pb à 15,5 %, négativement affectée par une baisse de marge dans les segments Transport et Affichage.

En ce qui concerne la croissance organique, nous avons gagné plusieurs contrats publicitaires significatifs dans des marchés à plus forte croissance tels que l'aéroport international de Canton Baiyun (Terminal 2), l'aéroport international de São Paulo-Guarulhos, le métro de São Paulo, l'aéroport international de Tocumen à Panama et du Mobilier Urbain à Dubaï, et également le contrat du Mobilier Urbain de Rotterdam ainsi que des bus, des trams et du métro.

À la suite de notre fusion avec Top Media en décembre 2016 en Amérique Centrale, nous avons poursuivi la consolidation du marché fragmenté de la communication extérieure en Amérique Latine par la fusion de notre activité de communication extérieure au sein d'une joint-venture avec América Móvil au Mexique afin de renforcer notre position dans le 2^{ème} marché publicitaire de la région. Cette transaction est soumise à certaines conditions de clôture, incluant l'autorisation de la Commission Fédérale de la Concurrence Mexicaine.

Gardant à l'esprit une visibilité réduite, nous nous attendons à ce que la croissance de notre chiffre d'affaires ajusté organique s'accélére au troisième trimestre pour atteindre autour de +3 %, reflétant un retour de la croissance en Chine et la bonne dynamique à la fois aux États-Unis et en Europe, alors que la France reste difficile et que le Royaume-Uni commence à ralentir.

Dans un paysage des médias de plus en plus fragmenté, la communication extérieure renforce son attractivité. Avec notre exposition grandissante aux pays à plus forte croissance, le déploiement de notre portefeuille digital allié à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, notre faculté à remporter de nouveaux contrats et la qualité de nos équipes dans le monde, nous sommes convaincus que nous sommes bien positionnés pour continuer à surperformer le marché publicitaire mondial et renforcer notre position de numéro un du marché de la communication extérieure grâce à des gains profitables de parts de marchés. La solidité de notre bilan est un avantage clé qui nous permettra de continuer à saisir les opportunités de croissance qui se présenteront. »

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2017 est en hausse de +1,5 % à 1 641,4 millions d'euros contre 1 617,3 millions d'euros au premier semestre 2016. En base organique (i.e. en excluant l'impact positif lié à la variation des taux de change et l'effet positif lié aux variations de périmètre), le chiffre d'affaires ajusté est en augmentation de +0,4 %. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est de +0,5 % au premier semestre 2017.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +1,7 % à 883,8 millions d'euros, soit une croissance organique de +1,5 % par rapport au deuxième trimestre 2016. Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de +1,3 % en organique au deuxième trimestre 2017.

Chiffre d'affaires ajusté

m€	S1 2017			S1 2016			Variation 17/16		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	343,1	403,4	746,5	333,4	392,5	725,9	+2,9%	+2,8%	+2,8%
Transport	302,1	349,1	651,2	312,0	342,7	654,7	-3,2%	+1,9%	-0,5%
Affichage	112,4	131,3	243,7	103,1	133,6	236,7	+9,0%	-1,7%	+3,0%
Total	757,6	883,8	1 641,4	748,5	868,8	1 617,3	+1,2%	+1,7%	+1,5%

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté (a)

	Variation 17/16		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+1,9%	+2,8%	+2,4%
Transport	-3,3%	+2,6%	-0,2%
Affichage	-3,3%	-5,0%	-4,3%
Total	-1,0%	+1,5%	+0,4%

(a) A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

m€	S1 2017	S1 2016	Croissance publiée	Croissance organique ^(a)
Europe ^(b)	437,7	428,6	+2,1%	+2,5%
Asie-Pacifique	372,9	387,9	-3,9%	-3,8%
France	297,1	310,4	-4,3%	-4,3%
Reste du Monde	216,6	183,8	+17,8%	-0,9%
Royaume-Uni	175,9	183,1	-3,9%	+6,1%
Amérique du Nord	141,2	123,5	+14,3%	+10,8%
Total	1 641,4	1 617,3	+1,5%	+0,4%

(a) A périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

MOBILIER URBAIN

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2017 est en hausse de +2,8 % à 746,5 millions d'euros (+2,4 % en organique), porté par l'Europe et le Reste du Monde.

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, croît de +2,3 % comparé au premier semestre 2016.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de +2,8 % à 403,4 millions d'euros, soit une croissance organique de +2,8 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. Le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de +2,4 % au deuxième trimestre 2017 par rapport au deuxième trimestre 2016.

TRANSPORT

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2017 baisse de -0,5 % et s'établit à 651,2 millions d'euros (-0,2 % en organique), principalement en raison d'une baisse de chiffre d'affaires de la Chine (incluant Hong Kong et Macao) et du Moyen-Orient, partiellement compensé par une bonne performance en Europe et une forte croissance à deux chiffres en Amérique du Nord.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a progressé de +1,9 % à 349,1 millions d'euros, soit une croissance organique de +2,6 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière.

AFFICHAGE

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre croît de +3,0 % à 243,7 millions d'euros (-4,3 % en organique). La croissance publiée a été portée par la contribution d'OUTFRONT Media Latam au premier trimestre 2017 (consolidée dans nos comptes depuis le 1^{er} avril 2016).

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a baissé de -1,7 % à 131,3 millions d'euros, soit une croissance organique de -5,0 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE (1)

Au premier semestre 2017, la marge opérationnelle ajustée du Groupe baisse de -3,6 % à 255,0 millions d'euros contre 264,5 millions d'euros au premier semestre 2016. La marge opérationnelle ajustée représente 15,5 % du chiffre d'affaires, soit -90 points de base de moins que l'année dernière.

	S1 2017		S1 2016		Variation 17/16	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	174,9	23,4%	162,6	22,4%	+7,6%	+100pb
Transport	66,0	10,1%	82,7	12,6%	-20,2%	-250pb
Affichage	14,1	5,8%	19,2	8,1%	-26,6%	-230pb
Total	255,0	15,5%	264,5	16,4%	-3,6%	-90pb

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2017, la marge opérationnelle ajustée augmente de +7,6 % à 174,9 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée croît de +100 points de base à 23,4 % par rapport au premier semestre 2016, portée par le redressement de CEMUSA et la montée en puissance du contrat du plus grand réseau d'abribus publicitaires au monde avec TfL à Londres, compensée par l'impact d'une baisse de chiffre d'affaires en France.

Transport : Au premier semestre 2017, la marge opérationnelle ajustée diminue de -20,2 % à 66,0 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -250 points de base à 10,1 % par rapport au premier semestre 2016, principalement en raison de la baisse de chiffre d'affaires en Chine (incluant Hong Kong et Macao) et au Moyen-Orient.

Affichage : Au premier semestre 2017, la marge opérationnelle ajustée diminue de -26,6 % à 14,1 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -230 points de base à 5,8 % par rapport au premier semestre 2016, en raison d'une baisse de chiffre d'affaires en Europe et dans le Reste du Monde.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ (2)

Au premier semestre 2017, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation baisse de -4,5 %, et s'établit à 115,1 millions d'euros, contre 120,5 millions d'euros au premier semestre 2016. Il représente 7,0 % du chiffre d'affaires, soit -50 points de base de moins qu'au premier semestre 2016 (7,5 %). La consommation de pièces détachées de maintenance augmente légèrement au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, sont en hausse comparées au premier semestre 2016, en raison d'une reprise de provisions sur contrats relative au traitement comptable des acquisitions liée à CEMUSA moins importante au premier semestre 2017 qu'au premier semestre 2016. Les autres produits et charges opérationnels impactent le compte de résultat positivement, principalement en raison de la baisse des coûts de restructuration comptabilisés au premier semestre 2017 par rapport à ceux comptabilisés au premier semestre 2016, essentiellement liés au redressement de CEMUSA, et en raison de la vente d'actifs.

Aucune charge de dépréciation sur les actifs corporels et incorporels, le goodwill et les titres mis en équivalence n'a été enregistrée au premier semestre 2017, comme au premier semestre 2016. Une reprise d'amortissement des actifs corporels et incorporels de 3,0 millions d'euros et une reprise de provision pour perte à terminaison de 0,6 million d'euros ont été comptabilisées au premier semestre 2017 (une reprise de provision pour perte à terminaison de 0,6 million d'euros

et une reprise d'amortissement des actifs corporels et incorporels de 0,1 million d'euros avaient été comptabilisées au premier semestre 2016).

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en baisse de -2,1 % à 118,7 millions d'euros comparé à 121,2 millions d'euros au premier semestre 2016.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

Au premier semestre 2017, le résultat financier est de -15,3 millions d'euros contre -13,2 millions d'euros au premier semestre 2016, principalement en raison des frais financiers nets liés à l'émission obligataire de 750 millions d'euros réalisée en juin 2016.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au premier semestre 2017, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 46,5 millions d'euros, en hausse par rapport au premier semestre 2016 (45,7 millions d'euros).

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au premier semestre 2017, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation diminue de -10,0 % et s'établit à 72,0 millions d'euros, contre 80,0 millions d'euros au premier semestre 2016.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe diminue de -7,8 % à 74,1 millions d'euros comparé à 80,4 millions d'euros au premier semestre 2016.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2017, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 93,2 millions d'euros, comparés à 78,9 millions d'euros au premier semestre 2016, principalement liés à la digitalisation de l'ensemble de nos activités.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2017, le cash-flow disponible ajusté est de 30,1 millions d'euros comparé à 98,3 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette baisse est principalement due à une marge opérationnelle plus faible, une augmentation de nos besoins en fonds de roulement et à des investissements plus importants.

DIVIDENDE

Le dividende de 0,56 euro par action au titre de l'exercice 2016, approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 11 mai 2017, a été versé le 18 mai 2017 pour un montant total de 119,0 millions d'euros.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 30 juin 2017 est de 551,4 millions d'euros comparée à une dette nette de 547,0 millions d'euros au 30 juin 2016.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint continuent d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées » qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS. Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

Au premier semestre 2017, l'impact de la norme IFRS 11 sur nos agrégats ajustés est de :

- -200,6 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté (-202,6 millions d'euros au premier semestre 2016) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 440,8 millions d'euros (1 414,7 millions d'euros au premier semestre 2016).
- -59,0 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée (-54,6 millions d'euros au premier semestre 2016) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 196,0 millions d'euros (209,9 millions d'euros au premier semestre 2016).
- -51,5 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-45,8 millions d'euros au premier semestre 2016) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de 63,6 millions d'euros (74,7 millions d'euros au premier semestre 2016).
- -51,5 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-45,8 millions d'euros au premier semestre 2016) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de 67,2 millions d'euros (75,4 millions d'euros au premier semestre 2016).
- -6,4 millions d'euros sur les investissements ajustés (-5,4 millions d'euros au premier semestre 2016) ; les investissements IFRS sont donc de 86,8 millions d'euros (73,5 millions d'euros au premier semestre 2016).

- -31,5 millions d'euros sur le cash-flow disponible ajusté (-36,7 millions d'euros au premier semestre 2016) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de -1,4 million d'euros (61,6 millions d'euros au premier semestre 2016).

Une réconciliation complète entre les données IFRS et les données ajustées est disponible page 8 de ce communiqué.

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *prorata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liés aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-1,1 million d'euros au premier semestre 2017 et -1,0 million d'euros au premier semestre 2016).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IAS 39 (sur la dette et les instruments financiers de couverture).

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini

01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial

01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2017			S1 2016		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Chiffre d'affaires	1 641,4	(200,6)	1 440,8	1 617,3	(202,6)	1 414,7
Charges d'exploitation nettes	(1 386,4)	141,6	(1 244,8)	(1 352,8)	148,0	(1 204,8)
Marge opérationnelle	255,0	(59,0)	196,0	264,5	(54,6)	209,9
Pièces détachées de maintenance	(24,4)	0,7	(23,7)	(21,6)	0,5	(21,1)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(123,0)	6,6	(116,4)	(98,4)	8,3	(90,1)
Autres produits et charges opérationnels	7,5	0,2	7,7	(24,0)	-	(24,0)
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	115,1	(51,5)	63,6	120,5	(45,8)	74,7
Charges nettes de dépréciation ⁽¹⁾	3,6	-	3,6	0,7	-	0,7
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	118,7	(51,5)	67,2	121,2	(45,8)	75,4

⁽¹⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint

Tableau de flux de trésorerie	S1 2017			S1 2016		
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	137,6	20,7	158,3	160,7	(24,8)	135,9
Variation du besoin en fonds de roulement	(14,3)	(58,6)	(72,9)	16,5	(17,3)	(0,8)
Flux nets des activités opérationnelles	123,3	(37,9)	85,4	177,2	(42,1)	135,1
Investissements	(93,2)	6,4	(86,8)	(78,9)	5,4	(73,5)
Cash-flow disponible	30,1	(31,5)	(1,4)	98,3	(36,7)	61,6

FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2017

Principaux contrats remportés

- **Reste de l'Europe**

En mars, JCDecaux a annoncé que sa filiale allemande, Wall GmbH, basée à Berlin, a renouvelé son contrat de mobilier urbain avec la ville de Mannheim pour 16 ans, à la suite d'un appel d'offres. Le nouveau contrat démarrera le 1^{er} janvier 2019 et s'étendra jusqu'au 30 juin 2035.

En mars, JCDecaux a annoncé que sa filiale allemande, Wall GmbH, a signé un accord avec BVG (Berliner Verkehrsbetriebe AöR) pour étendre son contrat actuel portant sur les abribus publicitaires de Berlin-Ouest (1 271 abribus) du 21 mai 2017 au 31 décembre 2018. Les autres contrats de concession publicitaires de BVG restent inchangés.

En mai, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Pays-Bas, sa filiale néerlandaise, a remporté le contrat exclusif de 5 ans portant sur l'ensemble des actifs de communication extérieure détenus par RET, l'opérateur de transport public de la ville de Rotterdam, l'un des plus importants du pays.

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale belge a remporté, à l'issue d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain de la ville de Liège (196 000 habitants), pour une durée de 15 ans.

En juin, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat publicitaire exclusif des 1 500 abris de bus et de tramways d'Helsinki (636 000 habitants), pour une durée de 20 ans.

- **Asie-Pacifique**

En janvier, JCDecaux a annoncé que sa filiale japonaise MCDecaux (détenue à 85 % par JCDecaux et à 15 % par Mitsubishi Corporation) a remporté, à l'issue d'un appel d'offres, la régie exclusive des faces publicitaires des abribus détenus par le Bureau des Transports du Gouvernement de la Métropole de Tokyo, ainsi que leur entretien.

En juin, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Cityscape, sa filiale détenue à 100 % et numéro un du mobilier urbain publicitaire à Hong Kong, s'est vu attribuer par Hong Kong Tramways Limited un contrat de 5 ans portant sur la publicité à l'extérieur et à l'intérieur des tramways. Effectif depuis le 1^{er} mai 2017, ce contrat permet à JCDecaux Cityscape d'être l'opérateur publicitaire exclusif de l'ensemble des 160 tramways de Hong Kong (7,3 millions d'habitants).

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale détenue à 100 %, JCDecaux Advertising (Shanghai) Co., Ltd., a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat d'installation et d'exploitation de la concession publicitaire du terminal 2 de l'aéroport international de Canton-Baiyun (GBIA) et de son « Ground Transportation Centre » (GTC). Ce contrat d'une durée de 5 à 8 ans à compter du 1^{er} février 2018 porte sur les espaces publicitaires du terminal 2 de GBIA et du GTC. Stratégique, il permettra également à JCDecaux de développer dans les aéroports de Chine sa plateforme média (actuellement Shanghai, Pékin, Chengdu, Chongqing, Shenyang, Hong Kong et Macao) et de consolider sa position de numéro un sur le marché chinois de la communication extérieure.

- **France**

En janvier, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'appels d'offres, trois contrats de mobilier urbain au Pays Basque. Le Groupe a renouvelé et étendu son contrat avec les villes de Bayonne (47 500 habitants) pour 18 ans et Anglet (40 500 habitants) pour 15 ans, et remporté le nouveau marché des abris voyageurs des 7 villes du STACBA (Syndicat de Transports de l'Agglomération Côte Basque Adour) pour une durée de 17 ans.

En avril, JCDecaux a annoncé avoir remporté les contrats de mobilier urbain de Nantes, 6^{ème} ville française, et de 6 communes de la Métropole pour une durée de 20 ans, à la suite d'un dialogue compétitif initié en 2015 par Nantes Métropole (population totale : 620 000 habitants).

- **Reste du Monde**

En janvier, JCDecaux et Vodacom, détenu par le Groupe Vodafone et l'un des leaders de la communication mobile en Afrique fournissant une gamme variée de services, annoncent s'être associés pour donner une nouvelle image aux emblématiques Soweto Towers d'Afrique du Sud, à la suite d'un concours lancé par Vodacom en mars 2016.

En mai, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à l'issue d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain de Guayaquil (2,7 millions d'habitants), capitale économique et principal port d'Equateur, pour une durée de 15 ans.

En juin, JCDecaux a annoncé que sa filiale JCDecaux Top Media a remporté le contrat exclusif de la publicité de l'Aéroport International de Tocumen dans la ville de Panama, à la suite d'un appel d'offres.

Acquisitions, cessions et prise de participations

- **Reste du Monde**

En juin, JCDecaux et América Móvil, S.A.B. de C.V. ("AMX"), leader des fournisseurs sans fil en Amérique Latine et numéro trois mondial en termes d'abonnés en quote-part, ont annoncé la création d'une joint-venture pour leurs activités de communication extérieure au Mexique. L'opération consiste en la fusion de Corporación de Medios Integrales, S.A. de C.V., filiale détenue à 100% par AMX ("CMI") et Eumex, S.A. de C.V., filiale de JCDecaux SA (« Eumex ») au sein de JCD Out Of Home Mexico, S.A. de C.V. ("JCDecaux MX"), une nouvelle entité contrôlée par JCDecaux SA, qui détient, entre autres, 100 % des parts de Fusionante Vendor, S. de R.L. de C.V. (« Vendor »). JCDecaux MX sera détenu à terme à

60% par des entités du groupe JCDecaux et à 40% par une filiale à 100% d'AMX. Cette transaction est soumise à certaines conditions de clôture, incluant l'autorisation de la Commission Fédérale de la Concurrence Mexicaine.

Autres faits marquants

- **Reste de l'Europe**

En février, JCDecaux et Cellnex Telecom, premier opérateur indépendant d'infrastructures de télécommunications sans fil en Europe, ont conclu un partenariat commercial visant à accélérer le déploiement des nouveaux réseaux de mobilité haut débit basés sur les technologies *small cells* et DAS (systèmes d'antennes distribuées).

- **Reste du Monde**

En février, JCDecaux accompagne la ville de Panama dans sa transformation en « Ville Intelligente » par le déploiement de services numériques innovants. JCDecaux, concessionnaire des abribus de la ville de Panama depuis 2002, en collaboration avec Wigo, le plus grand réseau de hotspots gratuit du Panama qui compte plus de 1,3 million d'utilisateurs uniques, a lancé le 16 janvier un service de Wi-Fi gratuit dans 50 abribus de la capitale panaméenne. Le Groupe a ainsi initié, mi-décembre 2016, un pilote avec Telefónica SA d'une *small cell* 3G intégrée dans un abribus de la capitale panaméenne dans l'objectif de mesurer la performance de ce dispositif. Un contrat cadre national pluriannuel a également été conclu pour permettre à l'opérateur de dupliquer cette initiative dans d'autres mobiliers urbains au Panama, où JCDecaux opère plus de 550 abribus. Pour compléter la gamme de nouveaux services numériques innovants de la ville de Panama, JCDecaux a installé et assure la gestion, la commercialisation, l'entretien et la maintenance de 10 MUPI digitaux sur mât. Offrant un large éventail de services connectés et de possibilités d'interactions, ce réseau premium bénéficie aussi bien aux annonceurs qu'à la municipalité, qui diffuse des informations d'intérêt général ou des messages d'urgence, en temps réel, sur les axes à plus forte densité de la ville.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2017, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Gardant à l'esprit une visibilité réduite, nous nous attendons à ce que la croissance de notre chiffre d'affaires ajusté organique s'accélère au troisième trimestre pour atteindre autour de +3 %, reflétant un retour de la croissance en Chine et la bonne dynamique à la fois aux États-Unis et en Europe, alors que la France reste difficile et que le Royaume-Uni commence à ralentir. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 7 de l'« Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés » en page 25 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques identifiés par le Groupe sont les suivants :

1. Risques liés à l'activité du Groupe

- Réputation du Groupe

La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son accès aux marchés des collectivités locales.

Dès 2001, le Groupe a mis en place des règles éthiques applicables à l'ensemble de ses activités, et les a régulièrement revues depuis, tout en assurant leur large diffusion au sein de ses filiales.

- Dépendance à l'égard des dirigeants

La performance du Groupe est fortement liée à certains dirigeants clés.

Le Comité des rémunérations et des nominations a établi un plan de succession des membres du Directoire si cela devait se produire.

- Risques liés à la conjoncture économique

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction du budget communication des annonceurs. Le Groupe doit faire face à l'activité cyclique du marché de la publicité.

Sa répartition géographique lui permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des différents pays dans lesquels il est implanté.

- Risques de contrepartie liés à la dépendance vis-vis des clients et des fournisseurs

Le Groupe a un portefeuille de clients diversifié et a recourt à un nombre important de fournisseurs mais n'est pas en situation de dépendance vis à vis d'un client ou d'un fournisseur.

- Risques liés aux contrats de droit public

La conclusion des contrats avec les collectivités territoriales et administrations françaises et celles d'autres pays est régie par des réglementations complexes.

Le Groupe a constitué, au fil du temps, des équipes de juristes spécialistes du droit des marchés publics pour gérer les processus d'appel d'offres en France et à l'étranger.

2. Risques juridiques et réglementaires

- Risques liés à la réglementation particulière applicable au Groupe

Le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent.

Le Groupe s'appuie sur ses équipes de juristes pour veiller à l'application de la réglementation dans chaque pays et pour en suivre toutes les évolutions.

- Risques liés aux litiges en cours

Le Groupe JCDecaux est partie à un certain nombre de contentieux dans le cadre de la conduite normale de ses affaires.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, dont la Société est informée y compris en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois, à sa connaissance, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

- Risques liés à la propriété intellectuelle

Le Groupe est propriétaire dans le monde entier, de marques, dessins et modèles, brevets et noms de domaine.

Le Groupe protège par des droits exclusifs, tant en France que dans les principaux pays dans lesquels il exerce son activité, les éléments de propriété intellectuelle essentiels qu'il utilise dans la conduite de son activité.

3. Risques liés à la croissance externe

- Risques liés aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance externe, le Groupe est amené à réaliser des acquisitions de sociétés ayant pour activité la communication extérieure sur le marché français mais aussi sur des marchés étrangers.

Afin de limiter les risques liés aux acquisitions, l'opportunité de chaque acquisition fait l'objet d'une analyse approfondie par la Direction Générale, la Direction des Fusions-Acquisitions et Développement du Groupe et la Direction Juridique Groupe. En outre, durant tout le processus d'acquisition, le Groupe s'entoure de conseils spécialisés.

- Risques liés à l'environnement géopolitique

Du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut être exposé à des risques politiques tels que la confiscation de biens ou l'interdiction de rapatriement de fonds.

Le développement international du Groupe induit une répartition géographique diversifiant et limitant la concentration de ce risque sur un pays donné.

4. Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie).

L'objectif du Groupe est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

5. Risques informatiques

Le Groupe s'appuie sur des Systèmes d'Information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à la protection de la confidentialité, à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités.

6. Risques environnementaux

- Risques liés au changement climatique, mesures de réduction des risques et stratégie bas carbone

Des risques liés à des événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents ou à l'augmentation du niveau de la mer peuvent impacter l'activité du Groupe localement.

Les actifs de JCDecaux sont assurés contre les risques liés aux événements climatiques. Pour atténuer l'impact des activités du Groupe sur le changement climatique, JCDecaux déploie depuis 2014 sa Stratégie Développement Durable.

- Risques environnementaux liés à l'activité

Les risques environnementaux liés à l'activité du Groupe sont très limités. Néanmoins, le Groupe a identifié deux sites ICPE soumis à déclaration en France qui font l'objet de tous les contrôles et suivis requis.

Le Groupe a mis en place des mesures de suivi des risques liés à ces sites et des contrôles réguliers sont effectués pour réduire au maximum les risques environnementaux liés à ces sites.

7. Assurances - Couverture des risques

Compte-tenu de l'homogénéité des activités du Groupe dans les différents pays où il les exerce, la politique du Groupe est de couvrir ses risques essentiels de façon centralisée par des polices d'assurance mondiales souscrites par JCDecaux SA auprès de compagnies d'assurance disposant d'un réseau international, pour couvrir notamment les risques de dommages aux biens/pertes d'exploitation ainsi que les risques de mise en jeu de sa responsabilité civile.

Le Groupe JCDecaux a pour politique de ne pas transférer ses risques à des assureurs dont la notation financière n'est pas de premier plan.

Pour le second semestre 2017, le Groupe reste soumis aux facteurs de risques habituels et propres à son activité tels que décrit ci-dessus.

COMPTES CONSOLIDÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2017**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2017	31/12/2016
Goodwill	1 343,7	1 360,8
Autres immobilisations incorporelles	287,9	312,7
Immobilisations corporelles	1 117,0	1 150,7
Titres mis en équivalence	454,0	510,2
Investissements financiers	0,3	0,7
Instruments financiers dérivés § 4.2	0,0	0,0
Autres actifs financiers	95,4	103,7
Impôts différés actif	127,9	134,9
Créances d'impôts sur les sociétés	1,2	1,1
Autres créances	26,6	30,2
ACTIFS NON COURANTS	3 454,0	3 605,0
Autres actifs financiers	3,7	5,1
Stocks	131,5	112,9
Instruments financiers dérivés § 4.2	0,0	0,9
Clients et autres débiteurs	954,9	907,8
Créances d'impôts sur les sociétés	47,2	19,1
Actifs financiers de trésorerie § 4.2	255,3	281,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie § 4.2	560,3	693,1
ACTIFS COURANTS	1 952,9	2 019,9
TOTAL DES ACTIFS	5 406,9	5 624,9

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2017	31/12/2016
Capital		3,2	3,2
Primes		598,2	596,7
Réserves consolidées		1 683,2	1 583,1
Résultat net part du Groupe		74,1	224,7
Autres éléments des capitaux propres		-80,9	5,3
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		2 277,8	2 413,0
Participations ne donnant pas le contrôle		17,9	21,0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.1	2 295,7	2 434,0
Provisions		403,0	408,9
Impôts différés passif		85,8	75,7
Dettes financières	§ 4.2	793,4	1 303,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.3	79,1	78,2
Autres créditeurs		13,8	16,1
Instruments financiers dérivés	§ 4.2	0,0	0,0
PASSIFS NON COURANTS		1 375,1	1 881,9
Provisions		68,9	83,0
Dettes financières	§ 4.2	561,8	83,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.3	21,9	32,0
Instruments financiers dérivés	§ 4.2	3,9	2,2
Fournisseurs et autres créditeurs		1 050,1	1 058,2
Passifs d'impôt exigible		21,6	45,2
Concours bancaires	§ 4.2	7,9	5,4
PASSIFS COURANTS		1 736,1	1 309,0
TOTAL DES PASSIFS		3 111,2	3 190,9
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		5 406,9	5 624,9

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2017	1er semestre 2016
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 440,8	1 414,7
Coûts directs d'exploitation	-990,2	-968,6
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-254,6	-236,2
MARGE OPÉRATIONNELLE	196,0	209,9
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-112,8	-89,4
Perte de valeur des goodwill	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-23,7	-21,1
Autres produits opérationnels	12,4	4,2
Autres charges opérationnelles	-4,7	-28,2
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 4.4 67,2	75,4
Produits financiers	3,7	3,1
Charges financières	-20,1	-17,3
RÉSULTAT FINANCIER	§ 4.5 -16,4	-14,2
Impôts sur les bénéfices	§ 4.6 -18,1	-20,4
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.7 46,5	45,7
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	79,2	86,5
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	79,2	86,5
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	§ 4.8 5,1	6,1
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	74,1	80,4
Résultat de base par action (en euros)	0,349	0,378
Résultat dilué par action (en euros)	0,348	0,378
Nombre moyen pondéré d'actions	212 551 825	212 445 454
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	212 684 037	212 772 099

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2017	1er semestre 2016
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	79,2	86,5
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾	-71,4	-38,2
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger	-5,8	3,9
Couverture des flux de trésorerie	-1,5	1,4
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	0,6	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	-12,9	-0,6
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	-91,0	-33,5
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	-1,1	-13,8
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	0,4	3,7
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	2,1	-6,4
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	1,4	-16,5
Total des autres éléments du résultat global	-89,6	-50,0
RÉSULTAT GLOBAL	-10,4	36,5
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	5,6
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	-10,8	30,9

(1) Sur le premier semestre 2017, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -32,0 millions d'euros sur Hong Kong, -7,6 millions d'euros sur la Turquie, -6,4 millions d'euros sur les Etats Unis, -5,1 millions d'euros sur le Royaume Uni, -5,1 millions d'euros sur le Panama et -4,4 millions d'euros sur les Emirats Arabes Unis. Ils comprennent le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 7,3 millions d'euros suite aux variations de périmètre.
Sur le premier semestre 2016, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -28,7 millions d'euros sur le Royaume-Uni. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour 1,9 million d'euros suite aux variations de périmètre.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2016

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Écarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 1er janvier 2016	3,2	587,0	0,0	1 726,5	0,3	-0,1	69,6	0,9	-45,8	0,8	25,7	2 342,4	-18,2	2 324,2
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	5,7									0,0	5,7	0,2	5,9
Distributions de dividendes				-118,9							0,0	-118,9	-9,4	-128,3
Paievements en actions		2,0									0,0	2,0		2,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾											0,0	0,0	13,3	13,3
Variations de périmètre ⁽³⁾				-3,3							0,0	-3,3	-1,0	-4,3
Résultat de l'ensemble consolidé				80,4							0,0	80,4	6,1	86,5
Autres éléments du Résultat global					1,4		-34,4		-16,5		-49,5	-49,5	-0,5	-50,0
Résultat global	0,0	0,0	0,0	80,4	1,4	0,0	-34,4	0,0	-16,5	0,0	-49,5	30,9	5,6	36,5
Autres				0,1			0,1				0,1	0,2	0,1	0,3
Capitaux propres au 30 juin 2016	3,2	594,7	0,0	1 684,8	1,7	-0,1	35,3	0,9	-62,3	0,8	-23,7	2 259,0	-9,4	2 249,6

- (1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.
- (2) Exercice d'un engagement d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,0 million d'euros sur le premier semestre 2016.
- (3) Mouvements de périmètre suite principalement à la cession sans perte de contrôle de titres dans une société en Amérique Latine et au rachat de participations ne donnant pas le contrôle dans une société en Europe.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2017

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Écarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 1er janvier 2017	3,2	596,7	0,0	1 807,8	0,1	-0,1	60,7	0,9	-57,1	0,8	5,3	2 413,0	21,0	2 434,0
Augmentation / Diminution de capital ⁽¹⁾		0,1		-1,6							0,0	-1,5	-0,1	-1,6
Distributions de dividendes				-119,0							0,0	-119,0	-10,3	-129,3
Paievements en actions		1,4									0,0	1,4		1,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾											0,0	0,0	10,3	10,3
Variations de périmètre ⁽³⁾				-4,2			-1,2		-0,1		-1,3	-5,5	-3,4	-8,9
Résultat de l'ensemble consolidé				74,1							0,0	74,1	5,1	79,2
Autres éléments du Résultat global					-1,5		-84,9		1,5		-84,9	-84,9	-4,7	-89,6
Résultat global	0,0	0,0	0,0	74,1	-1,5	0,0	-84,9	0,0	1,5	0,0	-84,9	-10,8	0,4	-10,4
Autres				0,2			-0,1		0,1		0,0	0,2		0,2
Capitaux propres au 30 juin 2017	3,2	598,2	0,0	1 757,3	-1,4	-0,1	-25,5	0,9	-55,6	0,8	-80,9	2 277,8	17,9	2 295,7

- (1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.
- (2) Exercice d'engagements d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,1 million d'euros sur le premier semestre 2017.
- (3) Mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle dans une société en Europe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	1er semestre 2017	1er semestre 2016
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat net avant impôts	97,3	106,9
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.7 -46,5	-45,7
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	85,5	36,4
Charges liées aux paiements en actions	1,4	2,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	111,5	83,4
Plus et moins-values de cession et résultat sur variations de périmètre	-10,0	1,5
Charges nettes d'actualisation	3,7	3,2
Intérêts financiers nets	9,7	6,7
Dérivés financiers, résultat de change et autres	-15,2	-6,6
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-72,9	-0,8
Variation des stocks	-20,7	-33,0
Variation des clients et autres créances	-75,6	-0,4
Variation des fournisseurs et autres dettes	23,4	32,6
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	164,5	187,0
Intérêts financiers payés	-21,2	-14,2
Intérêts financiers reçus	2,3	2,7
Impôt sur le résultat payé	-60,2	-40,4
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	85,4	135,1
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-93,8	-74,6
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽¹⁾	0,3	-84,6
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-12,5	-3,8
Total Investissements	-106,0	-163,0
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	7,0	1,1
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée ⁽¹⁾	-0,1	0,0
Cessions d'autres immobilisations financières	15,2	7,6
Total Désinvestissements	22,1	8,7
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-83,9	-154,3
Distribution mise en paiement	-129,3	-128,3
Réduction des capitaux propres	-2,2	-
Décaissements sur acquisitions de titres de participations ne donnant pas le contrôle	-8,1	-14,0
Remboursement d'emprunts à long terme	-24,4	-80,8
Remboursement des emprunts de location financement	-4,5	-3,9
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	24,3	22,9
Besoin de trésorerie (Financement)	-144,2	-204,1
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	-	1,4
Augmentation des capitaux propres	0,6	5,9
Augmentation des emprunts à long terme	7,6	753,6
Dégagement de trésorerie (Financement)	8,2	760,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-136,0	556,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-134,5	537,6
Trésorerie nette d'ouverture	§ 4.2 687,7	218,4
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-0,8	-1,2
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	§ 4.2 552,4	754,8

(1) Dont 0,1 million d'euros de trésorerie nette acquise et cédée sur le 1^{er} semestre 2017 contre 3,9 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2016.

(2) Dont 560,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 7,9 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2017 contre respectivement 768,3 millions d'euros et 13,5 millions d'euros au 30 juin 2016.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2017, arrêtés par le Directoire du 21 juillet 2017, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2016, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes semestriels 2017 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2016, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants devant être adoptés d'ici le 31 décembre 2017 par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2017 :

- Les amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » ;
- Les amendements à IAS 7 « Etat des flux de trésorerie » ;
- Les améliorations annuelles des IFRS cycle 2014-2016 : amendement à IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ».

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2017, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union Européenne. L'impact de ces normes et amendements est en cours d'analyse. Concernant IFRS 15 le Groupe a détecté des impacts sur certaines transactions spécifiques, relatives notamment à la présentation des facturations de taxes publicitaires dont le poids dans le chiffre d'affaires est marginal. Concernant IFRS 16 les travaux d'appréciation des impacts, très significatifs pour le Groupe, sont toujours en cours.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2. Tests de perte de valeur

En l'absence d'indice de perte de valeur entraînant une dépréciation des actifs, le Groupe n'a pas constaté au 30 juin 2017 de perte de valeur sur les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence.

1.3.3. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2017 est de 2,5 % pour le Royaume-Uni (contre 2,6 % au 31 décembre 2016) et de 1,6 % pour la zone Euro (contre 1,5 % au 31 décembre 2016). Le taux d'actualisation des provisions pour démontage et des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 1,5 % comme au 31 décembre 2016.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre sur le premier semestre 2017

Les principales variations de périmètre intervenues au cours du premier semestre 2017 sont les suivantes :

Variations du pourcentage de détention

Le 1^{er} janvier 2017, le pourcentage de droits financiers du Groupe dans la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co., Ltd (Chine) est diminué de 5% conformément au contrat avec le partenaire. Cette société reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, à 60 % désormais, sans changement du contrôle conjoint.

Sur le premier semestre 2017, la société JCDecaux France Holding a racheté les 12,5 % des intérêts ne donnant pas le contrôle de la société Mediakiosk (France). Cette société était déjà consolidée en intégration globale.

Cessions avec perte de contrôle

Le 12 janvier 2017, la société Wall Sehir Dizayni LS a cédé sa participation de 100 % dans la société Era Reklam AS (Turquie).

2.2. Effets des acquisitions

Le Groupe n'a pas procédé à des prises de contrôle sur le premier semestre 2017.

La finalisation de l'allocation dans le délai d'affectation de 12 mois du prix d'acquisition du groupe Outfront Media en Amérique Latine acquis le 1^{er} avril 2016 n'a pas d'effet significatif sur les comptes consolidés semestriels 2017 du Groupe. Les valeurs des actifs et des passifs acquis ainsi que le goodwill afférent à l'échange d'actifs avec Top Media en 2016 ont été déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

3.1. Par secteur opérationnel

3.1.1. Sur le premier semestre 2017

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2017 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	746,5	651,2	243,7	1 641,4
Marge opérationnelle	174,9	66,0	14,1	255,0
Résultat d'exploitation	79,2	42,4	-2,9	118,7
Investissements corporels et incorporels nets	59,9	21,0	12,3	93,2

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 641,4	-200,6	1 440,8
Marge opérationnelle	255,0	-59,0	196,0
Résultat d'exploitation	118,7	-51,5	67,2
Investissements corporels et incorporels nets	93,2	-6,4	86,8

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -200,6 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -207,4 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +6,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de

chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 440,8 millions d'euros.

3.1.2. Sur le premier semestre 2016

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2016 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	725,9	654,7	236,7	1 617,3
Marge opérationnelle	162,6	82,7	19,2	264,5
Résultat d'exploitation	56,1	63,9	1,2	121,2
Investissements corporels et incorporels nets	58,3	12,0	8,6	78,9

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 617,3	-202,6	1 414,7
Marge opérationnelle	264,5	-54,6	209,9
Résultat d'exploitation	121,2	-45,8	75,4
Investissements corporels et incorporels nets	78,9	-5,4	73,5

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -202,6 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -209,7 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +7,1 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 414,7 millions d'euros.

3.2. Par zone géographique

3.2.1. Sur le premier semestre 2017

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2017 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	437,7	372,9	297,1	216,6	175,9	141,2	1 641,4

(1) Hors France et Royaume-Uni.

3.2.2. Sur le premier semestre 2016

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2016 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	Asie- Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Total
Chiffre d'affaires	428,6	387,9	310,4	183,8	183,1	123,5	1 617,3

(1) Hors France et Royaume-Uni.

3.3. Autres informations

3.3.1. Sur le premier semestre 2017

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2017 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	123,3	-37,9	85,4
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-14,3	-58,6	-72,9
Investissements corporels et incorporels nets	-93,2	6,4	-86,8
Cash-Flow Disponible	30,1	-31,5	-1,4

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

3.3.2. Sur le premier semestre 2016

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2016 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	177,2	-42,1	135,1
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	16,5	-17,3	-0,8
Investissements corporels et incorporels nets	-78,9	5,4	-73,5
Cash-Flow Disponible	98,3	-36,7	61,6

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Capitaux propres

Au 30 juin 2017, le capital s'établit à 3 240 365,87 euros divisé en 212 553 910 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2017 et au 30 juin 2017 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2017	212 547 655
Emission d'actions suite aux levées d'options	6 255
Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2017	212 553 910

Le 13 février 2017, 344 108 options de souscription d'actions ont été attribuées, au prix d'exercice de 29,77 euros. La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 1,4 million d'euros sur le premier semestre 2017.

L'Assemblée Générale du 11 mai 2017 a décidé le versement d'un dividende de 0,56 euro pour chacune des 212 547 655 actions composant le capital social au 31 décembre 2016. Cette distribution est soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes enregistrée sur la ligne « Impôts sur les bénéfices » au compte de résultat.

4.2. Dette Financière

En millions d'euros		30/06/2017			31/12/2016		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	561,8	793,4	1 355,2	83,0	1 303,0	1 386,0
Instruments financiers actifs				-	-0,9		-0,9
Instruments financiers passifs		3,9		3,9	2,2		2,2
Instruments financiers de couverture	(2)	3,9	-	3,9	1,3	-	1,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		560,3		560,3	693,1		693,1
Concours bancaires		-7,9		-7,9	-5,4		-5,4
Trésorerie nette	(3)	552,4	-	552,4	687,7	-	687,7
Actifs financiers de trésorerie (**)	(4)	255,3	-	255,3	281,0	-	281,0
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-242,0	793,4	551,4	-884,4	1 303,0	418,6

(*) Au 30 juin 2017, le Groupe dispose de 560,3 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 693,1 millions d'euros au 31 décembre 2016). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 7,8 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2017, contre 10,1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2017 sont constitués de 243,6 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 243,4 millions d'euros au 31 décembre 2016) et de 11,7 millions d'euros (contre 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2016) de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe. Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait du coût amorti est le suivant (retraitements IAS 39) :

En millions d'euros		30/06/2017			31/12/2016		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	561,8	793,4	1 355,2	83,0	1 303,0	1 386,0
Impact du coût amorti (Revalorisation IAS 39)	(2)	2,1	4,4	6,5	2,1	5,5	7,6
Dette financière économique	(3)=(1)+(2)	563,9	797,8	1 361,7	85,1	1 308,5	1 393,6

La dette financière du Groupe comprend principalement deux emprunts obligataires portés par JCDecaux SA de respectivement 500 millions d'euros émis en février 2013 à échéance février 2018 et 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023.

Au 30 juin 2017, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros dont la maturité a été étendue à juillet 2021 suite à l'exercice d'une première option d'extension en mai 2016. La maturité de cette ligne a été prolongée d'une année supplémentaire en juin 2017 suite à l'exercice de la deuxième option d'extension. La deuxième extension, effective à partir de juillet 2017, porte la maturité de cette ligne à juillet 2022.

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Au 30 juin 2017, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné des limites requises.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 5 juillet 2017, et celle de Standard and Poor's du 19 juillet 2017), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

4.3. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 101,0 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 110,2 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une diminution de 9,2 millions d'euros qui correspond à l'exercice de puts compensé par l'effet de revalorisation et d'actualisation des engagements.

4.4. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2017, le résultat d'exploitation s'élève à 67,2 millions d'euros contre 75,4 millions d'euros sur le premier semestre 2016. Cette diminution est liée à la baisse de la marge opérationnelle compensée en partie par une diminution des charges nettes comptabilisées entre cet agrégat et le résultat d'exploitation. Les autres charges nettes opérationnelles sont en baisse en lien avec des coûts d'acquisition et des frais de restructuration liés aux acquisitions reconnus sur le premier semestre 2016 ; cet effet positif est compensé partiellement par une diminution des reprises de provisions pour pertes à terminaison qui s'élèvent à 11,8 millions d'euros sur le premier semestre 2017 contre 31,6 millions d'euros sur le premier semestre 2016. Ces reprises de provisions concernent principalement les reprises de provisions pour pertes à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions et sont relatives pour l'essentiel à Cemusa.

4.5. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2017, le résultat financier s'élève à -16,4 millions d'euros contre -14,2 millions d'euros sur le premier semestre 2016. Cette baisse est principalement liée à la hausse des intérêts financiers nets suite à la mise en place de l'Eurobond de 750 millions d'euros en juin 2016 et à la baisse de rémunération des placements.

Hors effet relatif aux charges d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le résultat financier ressort à -15,3 millions d'euros sur le premier semestre 2017, contre -13,2 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

4.6. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2017, le Groupe enregistre une charge d'impôt de -18,1 millions d'euros contre une charge d'impôt de -20,4 millions d'euros sur le premier semestre 2016. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 35,6 % sur le premier semestre 2017 contre 33,3 % sur le premier semestre 2016. Retraité de l'effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 34,9 % sur le premier semestre 2017 contre 32,8 % sur le premier semestre 2016.

4.7. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2017, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 8,9 millions d'euros contre 13,3 millions d'euros sur le premier semestre 2016, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 37,6 millions d'euros sur le premier semestre 2017 contre 32,4 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

4.8. Participations ne donnant pas le contrôle

La part des minoritaires dans le résultat est de 5,1 millions d'euros au cours du premier semestre 2017 contre 6,1 millions d'euros sur le premier semestre 2016.

5. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La principale source d'évolution significative au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2017 par rapport au 31 décembre 2016 est une augmentation de l'ordre de 81 millions d'euros des engagements d'achats d'immobilisations, de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis donnés dans le cadre de l'exploitation courante. Cette augmentation est essentiellement liée aux gains et renouvellements de contrats, partiellement compensés par les paiements de loyers et redevances, les acquisitions d'immobilisations ainsi que les variations de change intervenus sur le premier semestre 2017.

6. SAISONNALITÉ

L'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2017 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2017.

7. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2017, les relations entre le Groupe et les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 31 décembre 2016 à l'exception d'une augmentation de 36,3 millions d'euros des autres créances avec les coentreprises mises en équivalence dont principalement des dividendes à recevoir. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2016.

8. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

JCDecaux S.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société JCDecaux SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des états financiers consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les états financiers consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense, le 26 juillet 2017

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Pierre

Gilles Puissochet

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-François Decaux

Président du Directoire et Co-Directeur Général